

LA DICTATURE
DES VERTUEUX

DES MÊMES AUTEURS

Julie Gayet, une intermittente à l'Élysée, éditions du Moment, 2016

Soazig Quéméner

NKM, la présidente, JC Lattès, 2014

L'irrésistible ascension. Les dessous d'une présidentielle insensée, Flammarion, 2017 (avec Alexandre Duyck)

François Aubel

La Corrèze, Vallée de la Dordogne, éditions du Laquet, 1999

SOAZIG QUÉMÉNER
FRANÇOIS AUBEL

LA DICTATURE DES VERTUEUX

Pourquoi le moralement correct
est devenu la nouvelle religion du monde

*Avec la collaboration d'Hadrien Mathoux,
Jules Pecnard, Nicolas Prissette et Maxime Rovere*

BUCHET • CHASTEL

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2022
ISBN 978-2-283-03538-2

« La vraie morale, la vraie justice,
la vraie vertu présupposent l'univer-
salité, et donc l'égalité des droits. »

Tzvetan Todorov

Introduction

Comment qualifier une époque ? Saisir sa complexité et ses maux ? Il s'agit bien souvent d'une question de focale ou, plus précisément, de grille de lecture. Le moment est-il manichéen, marqué par la disparition de la nuance ? Est-il tragique, défini par le retour de l'histoire, à rebours de la thèse de Francis Fukuyama ? Oui, mais pas seulement. Il est aussi caractérisé par l'émergence d'un nouveau discours, certes minoritaire, mais qui envahit le débat public. Il est porté par des militants venus d'une partie de la gauche oubliée de l'universalisme, qui, le plus souvent planqués derrière leur smartphone, avec pour arme de persuasion massive les réseaux sociaux, tentent d'instaurer une nouvelle norme morale.

Leur spécificité ? Ils s'abritent derrière de très justes causes : l'écologie, l'antiracisme, l'antisexisme, croisant parfois leurs luttes dans une logique intersectionnelle. Ils s'inspirent en partie du mouvement dit « *woke* »,

sans pour autant, c'est sans doute une spécificité française, s'en réclamer. Un mouvement forgé à partir du terme utilisé par les Noirs américains après l'abolition de l'esclavage pour exprimer le « réveil », puis repris dans l'argot afro-américain au cours des années 1960 avant d'être mis en avant, sous Barack Obama, par Black Lives Matter afin de dénoncer toute forme de racisme. Mais partant de l'« éveil » aux discriminations, certains d'entre eux ont vite dérivé vers un autre continent, où les luttes d'hier ne sont plus que le prétexte à une intransigeance radicale. Des antiracistes se sont mués en décoloniaux intolérants, certains défenseurs de la cause animale en antispécistes millénaristes, les militants de l'égalité dans l'enseignement en obsédés du point médian, symbole de l'écriture dite « inclusive ». Et chaque groupe de ces « plus que parfaits » s'est retranché sur son îlot du bien, jetant des anathèmes et intimidant ceux qui ne seraient pas enclins à les suivre. Dans cet espace, on ne se soucie plus de la justesse ou de la réalité des choses, mais de leur moralité présumée.

Le député MoDem Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, en a fait l'amère expérience. Peu soupçonnable d'extrémisme, il a eu le malheur d'expliquer sur l'antenne de France Inter en octobre 2021 que « le pays voit se dresser, à la droite comme à la gauche, des

mouvements séparatistes, sécessionnistes. Le zemmou-risme, c'est une sorte de wokisme à l'envers. » Avec cette remarque par laquelle il soulignait, en contre-point, l'aspiration des Français à une certaine unité, il a aussitôt déclenché une tempête sur les réseaux sociaux, miroir si déformant de nos démocraties. En mars 2021, un proche du chef de l'État fixait le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle : « Le camp républicain va faire face à la fois à l'extrême gauche identitaire importée des États-Unis et dont les préceptes innervent peu à peu la société française, et aux identitaires plus classiques de droite et d'extrême droite. »

Deux camps face à face. Dans son éditorial du *Monde*, le 4 décembre 2021, Philippe Bernard les renvoie également dos à dos. Une extrême droite, et une partie de la droite, qui ne supporteraient pas de voir « exhumée, surtout par des descendants d'immigrés, des pages accablantes de l'histoire nationale ; la hantise d'une France métissée et l'incapacité à produire à l'instar d'Angela Merkel, un discours de fierté sur l'attractivité de notre pays et sa diversité ». Mais, comme nous, et c'est là notre crainte, il reconnaît dans le même temps que certains discours victimaires, « en ramenant tout à la question raciale, en présentant la France comme irrémédiablement raciste », alimentent les maux qu'ils prétendent combattre. Il vise ici une

partie de la gauche qui exploite la question raciale au risque, écrit-t-il encore, de nourrir en retour une dérive identitaire. Et d'oublier son fondement, le combat social.

Chargé du discours annuel de l'Académie française consacré à la vertu, tradition que l'institution honore depuis 1820, Pierre Nora dénonçait, dès 2006, la montée inquiétante de ce qu'il appelle le « vertuisme » dans notre société. Selon l'historien, ce mal avait déjà envahi tous les domaines de notre vie collective. « Pour prendre les quatre principaux : les médias, qui ont remplacé l'information par les bons sentiments ; le droit, où le pieux souci de la défense des individus va souvent jusqu'à faire des coupables les victimes du système social ; les relations internationales, où les monstres froids que sont les nations apprennent à vivre avec le droit d'ingérence ; l'histoire enfin, que l'extension du "devoir de mémoire" est en train de transformer en procès général du passé. »

Dans cet exercice d'une incroyable prescience, l'académicien oubliait la culture. Nous avons pu le constater tout au long de cette enquête : c'est certainement dans ce domaine que l'emprise dudit « vertuisme » est aujourd'hui la plus marquée. Le théâtre, l'opéra, le cinéma, la littérature et même la musique classique : tous ces secteurs sont en ébullition tant la chasse au mal, aux « dominants », y a pris un tour démesuré. Le

mode opératoire se répète à l'infini, qu'il s'agisse de mettre en cause une chanson, une mise en scène ou même une bande dessinée qui aurait eu le malheur de heurter une ou plusieurs sensibilités : la dénonciation par une poignée de justiciers, la condamnation sans autre forme de procès, puis enfin, l'effacement, sans aucun retour en arrière possible.

Le dessinateur Xavier Gorce, auteur des *Indégivrables*, que nous avons interrogé, a claqué la porte du quotidien *Le Monde*, faute de soutien de la direction, après un dessin jugé « offensant » – terme souvent usité dans la rhétorique des néo-progressistes. Dans un petit livre, *Raison et dérision*, publié dans la collection « Tracts » chez Gallimard en 2021, il résume très bien l'ouragan qui l'a balayé : « La perte de l'idée même d'un bien commun au profit d'un communautarisme identitaire, tribal, essentialiste. On se définit par rapport à un camp, un groupe victime des autres, dont les prérogatives sont indiscutables et pour lesquels il convient de se battre. »

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les vertueux du XXI^e siècle se présentent comme des victimes. Des suppliciés qui réclament à cor et à cri réparation. « Vertueux », le terme pourrait sembler désuet. Mais il est le plus juste pour définir le mécanisme infernal que ces zélateurs, gardiens d'une morale – la leur – souvent ravageuse, enclenchent sans en prendre

toujours conscience. Bien sûr, le terme de « vertu » est fortement polysémique. Et surtout, sa signification a varié dans le temps. Aujourd'hui, le Larousse la définit comme la « disposition spirituelle à agir avec persévérance en accord avec la loi divine ». Ce mot semble parfaitement adapté pour décrire ce moment où la nouvelle religion du monde devient le politiquement correct...

« Des vertueux, et alors ? » pourrait-on objecter. Notre temps est-il à ce point irréprochable qu'il puisse s'en dispenser ? Certains interlocuteurs croisés au cours de notre enquête nous ont mis en garde. Le producteur Jean-Marc Dumontet, propriétaire de plusieurs salles de spectacle à Paris, explique : « Aux Molières, je me souviens de l'humoriste Fary, dont les parents sont originaires du Cap-Vert, qui est entré sur scène et qui a dit : "Bonjour les Blancs !" Que voulez-vous que l'on dise ? Qu'on s'en offusque alors qu'en face de lui à l'orchestre, il n'y a réellement que des Blancs ? C'est une réalité. Et il faut l'admettre et surtout la combattre », explique ce proche d'Emmanuel Macron. Avant d'ajouter : « Si on parle de la liberté et de la censure, j'aimerais revenir sur l'humoriste qui se produisait dans l'un de mes théâtres [Gaëtan Matis]. Il a fait une très mauvaise blague sur Éric Zemmour, nulissime, pas drôle... Mais fallait-il mettre cet homme au ban de la société ? Pendant une semaine, il s'est

fait agonir d'injures, l'extrême droite a réclamé sa tête. L'esprit Charlie, on s'y réfère quand cela arrange et quand cela concerne les musulmans. Nous avons reçu 150 menaces au téléphone et j'ai dû me résoudre à le déprogrammer. »

Jean-Marc Dumontet dénonce en réalité la fracture dont traite ce livre. Ces morceaux de France qui ne veulent plus rire ensemble mais, plus grave encore, qui ne s'écoutent plus pour la simple et bonne raison qu'ils parlent de moins en moins le même langage. Une majorité, trop silencieuse, comme nous avons pu le remarquer à maintes reprises, porte la responsabilité de cette désagrégation qui s'amplifie. Certes, on pourrait se dire que tout cela n'est pas très grave, que les activistes minoritaires ont toujours existé et ont parfois même fait avancer des causes. Mais, hélas, plus ces militants se croient ouverts et indispensables à leurs causes, plus ils se ferment à ce qui est autre qu'eux-mêmes. Et en matière d'avancée, leur discours et leur idéologie ont plutôt fait disparaître des statues de l'espace public – comme celles de Victor Schœlcher, connu pour avoir fait adopter le décret sur l'abolition de l'esclavage et célébré par Aimé Césaire pour avoir apporté « la liberté politique aux Noirs des Antilles » – ou entraîné des annulations de spectacles jusqu'à produire, au Canada, citadelle des néo-progressistes,

un autodafé ! Avec cette criminalisation rétrospective, est-on si loin du bûcher des vanités de Savonarole ?

Attention, il ne s'agit pas de dire que nous sommes de retour au Moyen Âge – époque dont l'obscurantisme fut un mythe persistant – mais de montrer quelle part de danger, voire de totalitarisme, le combat de ces vertueux porte en germe. Car, invariablement, sa mise en œuvre comme politique a généré de puissants excès. Joanna Nowicki, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, nous a confié ses craintes : « Je suis née et j'ai vécu en Pologne avant de fuir ce pays pour travailler en France sur la circulation des idées entre l'Est et l'Ouest. Et ce que je vois arriver dans ce pays me rappelle tant ma jeunesse où l'on a voulu m'éduquer autour des prétendues vertus communistes de l'égalité. Ce que je reproche aux tenants du wokisme, c'est de penser à travers une seule grille de lecture, celle des discriminations, des injustices, de la place des dominants et des dominés. C'est la seule idée qui les anime. Ils ne voient pas la nuance, ne la cherchent pas d'ailleurs. Ils ne veulent pas voir la complexité du monde dans lequel ils évoluent. Ils veulent le changer, presque naïvement, à partir de ce qu'ils considèrent, eux, comme des vertus essentielles pour notre société. Quitte à oublier parfois que, dans leur propre

camp, celui du bien, ils ou elles peuvent être aussi des dominants et ne pas écouter les gens qui ne pensent pas comme eux. » Car oui, il est désormais courant d'entendre des appels à des représailles rapides et sévères en réponse aux transgressions, ou identifiées comme telles, de la parole et de la pensée.

Joanna Nowicki, comme beaucoup de nos interlocuteurs, déplore que ces combattants de la dernière heure, qui veulent rendre les gens coupables d'être blancs, de manger de la viande ou de prendre l'avion, dépassent presque toujours le cap de la vigilance légitime face aux anormalités et injustices d'une société démocratique. Si elle reconnaît que le parallèle avec le communisme peut sembler excessif, une pensée égalitaire qui devient idéologique parce que intolérante et réfractaire aux critiques devrait malgré tout nous mettre en alerte. Pour éviter d'aboutir à une République « cassée en deux », pour reprendre l'expression d'Emmanuel Macron.

Selon François Cusset, professeur de civilisation américaine à l'université Paris-Nanterre, une telle peur est injustifiée. Elle serait, pour cet historien des idées, symptomatique d'une petite République justement « effrayée, déclinante, provincialisée, mais qui, par le passé et encore aujourd'hui, a cru à sa mission universelle et qui donc cherche les coupables de son déclin », ose-t-il dans le *New York Times*. Ce quotidien

américain qui œuvre d'ailleurs à diffuser ce wokisme et son corollaire, la culture de l'effacement, mouvement qui trouve de plus en plus d'intercesseurs dans les universités françaises. Comme à Tours, où Maboula Soumahoro, angliciste « afroféministe », a vanté, en juillet 2019, les mérites des réunions non mixtes avec ces propos : « L'homme blanc ne peut pas être antiraciste et, à mes yeux, il ne peut pas avoir raison contre une Noire et une Arabe. Il ne peut pas, c'est pas possible. Et ça, il va falloir que la France s'en rende compte. » Et si nous rendions plutôt compte de l'état de notre pays, tiraillé par ces questions identitaires, bousculé par un nouveau puritanisme et ses assignations presque risibles si elles n'étaient désespérantes, qui vont se loger jusque dans l'édition numérique du Petit Robert à la lettre I comme « iel ».

La France est-elle suffisamment immunisée contre ce virus pour préserver son modèle républicain et universaliste ? Pour nous aider à dresser cet état des lieux, nous avons fait appel à quatre contributeurs. Journaliste franco-américain, Jules Pecnard s'est penché sur les allers-retours France-États-Unis : comment la French Theory – corpus de théories philosophiques, littéraires et sociales, où la notion de déconstruction tient une place centrale – a pu influencer les facs américaines avant que le phénomène ne nous revienne en boomerang. Spécialiste de Spinoza, le philosophe Maxime

Rovere nous éclaire sur les métamorphoses de la vertu au travers des âges. Spécialiste de la gauche, le journaliste Hadrien Mathoux décortique la véritable doctrine écolo et ses angles morts, ainsi que la prétendue probité du monde de l'entreprise. Quant au journaliste Nicolas Prissette, il a minutieusement disséqué la pensée décoloniale ainsi que la théorie du genre qui noyautent l'Éducation nationale.

Ensemble, nous avons souhaité mettre en lumière la radicalisation d'un auto-proclamé camp du bien qui, si on ne parvient pas à la contenir, installera une dictature des vertueux...

Petite histoire des tyrans de la vertu

En France, sans doute à aucun autre moment que pendant la Révolution, la vertu n'a pris à ce point une place centrale. Elle s'en est même affirmée comme la valeur cardinale. « Ceci était dû en partie au fait qu'elle fournissait un outil efficace pour exprimer le mécontentement vis-à-vis des pratiques concrètes de l'Ancien Régime. La vénalité, le népotisme, le clientélisme étaient à la base de l'organisation de l'élite sociale de cet Ancien Régime », expose ainsi l'historienne britannique Marisa Linton dans *Annales historiques de la Révolution française*. Elle poursuit : « Des observateurs très critiques décrivaient la politique de la Cour en termes sévères : elle aurait reposé sur l'avidité, la tromperie et la recherche des intérêts particuliers. La vertu en politique présentait un contraste frappant avec cette image négative de la conduite des affaires par la Cour. »

Pour faire un bon révolutionnaire, il fallait donc placer le bien public avant toute chose et, surtout, être

dépourvu d'ambition individuelle. La quadrature du cercle pour ces hommes qui devaient affirmer de puissantes idées politiques tout en faisant mine de ne pas vouloir être élus.

Et la vertu a très vite pris un visage. Celui de l'Incorruptible Maximilien de Robespierre, cet avocat d'Arras devenu député du tiers état puis l'un des principaux animateurs du Club des jacobins qui se réunit au couvent des Cordeliers. Robespierre théorise ce qui est à ses yeux essentiel : la dualité de la vertu. Il met en avant son pendant sombre, la terreur, dans un discours resté fameux, prononcé le 5 février 1794 : « Si le ressort du gouvernement populaire dans la paix est la vertu, le ressort du gouvernement populaire en révolution est à la fois la vertu et la terreur ; la vertu, sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante. La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est moins un principe particulier, qu'une conséquence du principe général de démocratie, appliqué aux plus pressants besoins de la patrie. »

Sous la Terreur, entre l'été 1793 et juillet 1794, près de 17 000 personnes sont officiellement condamnées à mort. En réalité, il y aurait eu plus de 30 000 exécutions. On traque les « ennemis de l'intérieur ». Danton, autre figure de la Révolution, appelle à plus de clémence. À la tribune de la Convention, il plaide en vain

pour que les révolutionnaires « posent la barrière ». Il tente de calmer les esprits : « Rappelons que si c'est avec la pique que l'on renverse, c'est avec le compas de la raison et du génie qu'on peut élever et consolider l'édifice de la Société. » Un discours méprisé par les jacobins qui surnomment les partisans de Danton « les Indulgents » et les font arrêter. Danton est guillotiné le 5 avril 1794. Robespierre passe à son tour sur l'échafaud trois mois plus tard. Selon l'historienne Annie Jourdan : « En fin de compte, c'est la mort qui résout les dilemmes des révolutionnaires. Ils ont dit être prêts à mourir pour leur patrie et ils assument. »

Le débat autour de Robespierre est toujours vivace et montre à quel point la question de la vertu demeure urticante. Cette dispute souterraine apparaît au grand jour quand Danielle Simonnet, alors conseillère de Paris pour le Parti de gauche, demande une nouvelle fois en 2014 qu'on baptise une rue parisienne du nom du révolutionnaire. « On devrait plutôt débaptiser les rues Robespierre qui existent depuis des dizaines d'années. Robespierre est l'homme de la Terreur qui justifie la violence et le pouvoir totalitaire avant la lettre, argumente de l'autre côté du spectre politique l'historien Jean Sévilla dans *Le Figaro*. Dans notre pays qui se veut le pays des droits de l'homme et qui se vante d'avoir mis en œuvre la démocratie moderne, exalter Robespierre, qui a contribué à déclencher des

mécanismes politiques totalement contraires aux droits de l'homme et à la démocratie est un non-sens. »

Bien entendu, l'idée de vertu n'est ni née ni morte avec Robespierre. En philosophie, elle prend racine dans l'Égypte ancienne, comme nous le verrons dans le chapitre 3. D'autres grands personnages historiques ont contribué à montrer la complexité et parfois la dangerosité de cette valeur. Ainsi en va-t-il de Tomás de Torquemada, dominicain espagnol du xv^e siècle, passé à la postérité, aidé par la description qu'en a faite Victor Hugo dans une pièce à son nom, comme l'une des plus grandes figures de l'intolérance et du fanatisme religieux ; et cela à la fin de cette reconquête espagnole à laquelle Éric Zemmour ose une référence transparente en baptisant son parti « Reconquête ! ».

Austère, ne cherchant pas les honneurs, dévot, bref, vertueux. Il n'en fallait guère plus pour qu'il soit nommé confesseur de l'infante de Castille, la princesse Isabelle. Sous son apparente modestie – n'a-t-il pas refusé le riche évêché de Séville ? – se cache un homme glaçant, bientôt nommé par le pape grand inquisiteur (le premier) de l'Espagne, charge qu'il conserve de 1483 jusqu'à sa mort en 1498. En 1478, la reine Isabelle de Castille, qui a entre-temps unifié la péninsule Ibérique en épousant Ferdinand d'Aragon, a en effet obtenu du pape Sixte IV une bulle lui donnant la possibilité de lancer une nouvelle inquisition, à sa seule initiative.

« Les rois Isabelle de Castille et Ferdinand d’Aragon entendent régner sur une seule terre, un seul peuple, d’une seule religion », résumant les historiens Philippe Racinet et Stéphane Curveiller dans *Histoire du monde* (Éditions du Temps, 2007). Au service des Rois catholiques, Torquemada s’y emploie, se fixant pour but d’exterminer tous les adversaires de la religion officielle : les juifs, les musulmans convertis (marranes et morisques) et plus globalement tous les hérétiques. Il réorganise alors l’Inquisition, avec quatre tribunaux et une cour d’appel où il siège. Il est connu pour favoriser l’accusation au détriment de la défense. Un nombre impressionnant de suspects sont poursuivis ; plusieurs milliers d’entre eux sont exécutés.

Preuve de l’intérêt et de la fascination que l’Inquisiteur a pu susciter, Voltaire s’est penché sur « l’œuvre » de Torquemada. Selon le philosophe des Lumières, l’Espagnol « fit en quatorze ans le procès à peu près de 80 000 hommes et en fut brûler 6 000 avec l’appareil et la pompe des plus augustes fêtes ». C’est en tout cas ce que l’on peut lire dans son *Essai sur les mœurs*. Ces chiffres n’ont jamais pu être confirmés. Torquemada est aussi l’un de ceux qui conseillent aux deux rois d’expulser les morisques, ce qui est fait en 1492. C’est l’obsession nouvelle de l’époque dans la péninsule Ibérique : la *limpieza de sangre*, qui signifie « pureté de sang » des chrétiens. Comme le résume

l'historien Jean Tulard, « la vertu, ou du moins ses excès, annonce les dictatures et les épurations. Elle sert d'alibi aux folies les plus atroces. Elle classe les bons et les mauvais et massacre ces derniers. »

Au fanatisme de Torquemada répond en écho, de l'autre côté de la Méditerranée, celui de Jérôme Savonarole. Cet autre dominicain né à Ferrare en Italie est lui aussi un célèbre vertueux de la fin du bas Moyen Âge. Dès son plus jeune âge, il a affiché son penchant moraliste, dénonçant dans des poèmes l'avi-lissement de la société ainsi que la luxure et l'impiété. Sa première cible : la Curie romaine, qu'il décrit comme « une putain fière et menteuse ». Installé dans la république de Florence, seigneurie des Médicis, ville prospère et foyer intellectuel et artistique de premier plan, Savonarole devient un prédicateur renommé. Ses prêches enflammés cherchent à dresser « le petit peuple » de Florence contre la classe dominante de la cité. Le frère attaque la culture et les coutumes des Florentins, prédit l'arrivée du jugement divin et recommande la pénitence et l'expiation des péchés.

Après l'invasion de l'Italie par Charles VIII, les Médicis sont chassés et Savonarole prend le pouvoir dans la ville des fleurs. Il peut alors mettre en œuvre son plan diabolique. Vertueusement, il met en place un impôt révolutionnaire lui permettant de prendre aux riches pour donner aux pauvres ; mais en même

temps, il instaure une terrible dictature théocratique. Il veut faire de la ville des Médicis tout entière un couvent. Les femmes, qualifiées d'« incédentes », sont peu à peu bannies de la vie publique et obligées de porter le voile. Il fait régner la terreur grâce à son « armée d'anges », composée d'enfants vêtus de blanc chargés d'éradiquer le vice et de promouvoir la vertu. Une autre brigade peut à tout moment intervenir au domicile des riches florentins pour surveiller leurs mœurs.

Le 7 février 1494, en lieu et place du carnaval, Savonarole instaure une fête pénitentielle autour d'une attraction principale : le bûcher des vanités, où chacun doit venir jeter le superflu. Les Florentines – car ce sont les premières cibles – sacrifient toilettes, bijoux, miroirs... D'autres jettent des livres jugés libertins. L'immense Botticelli lui-même offre aux flammes plusieurs de ses tableaux. Il s'agit de détruire, d'effacer l'univers des Médicis. Une forme de *cancel culture* avant l'heure !

Au bout de quatre ans de dictature, les bourgeois florentins, excédés par les outrances de leur dirigeant, finissent par se révolter. Ils obtiennent l'appui du pape Alexandre VI, un Borgia aux mœurs dissolues, trop heureux de faire tomber la tête du vertueux. Il le fait torturer de longues semaines durant, avant qu'il ne soit brûlé à son tour sur la place publique. La vie reprend son cours à Florence, mais Savonarole connaîtra plusieurs victoires

posthumes : Botticelli ne peindra plus jamais un seul nu et se consacrera uniquement à des thèmes sacrés.

Vingt ans plus tard naît le protestantisme, dont Savonarole est considéré comme l'un des précurseurs, sous les traits du moine allemand Martin Luther. D'ailleurs, l'aspiration à la vertu ne s'éteint pas en Italie après la mort du prédicateur. En 1555, Paul IV, ancien contrôleur général de l'Inquisition romaine élu pape, donne écho au combat de Savonarole contre l'exhibition des corps et s'offusque de voir les nus peints par Michel-Ange au plafond de la chapelle Sixtine. Il ordonne une intervention morale sur la fresque du Jugement dernier. Des voiles sont peints pour recouvrir les attributs sexuels de certains personnages. Le même pape fait rédiger l'*Index Librorum prohibitorum*, un catalogue des livres pernicious interdits aux catholiques romains, qui perdura jusqu'à 1966 ! L'art et la littérature comme postes avancés de l'obsession vertueuse... Nous y reviendrons à de multiples reprises dans ce livre.

En France, après le XVIII^e siècle, le siècle suivant voit un nouvel avènement de la vertu. Différente, comme l'a expliqué Jean Tulard lors du colloque « Vertu et politique », qui s'est tenu en septembre 2014 à l'Assemblée nationale : elle n'est « non plus sanglante comme sous la Révolution mais tout aussi hypocrite sous la bourgeoisie du XIX^e siècle ». Hypocrite ? L'adjectif s'applique à merveille à Ernest Pinard. Le très pieux procureur

impérial dont les réquisitoires, lors des grands procès littéraires du Second Empire, contre *Les Fleurs du mal* de Charles Baudelaire et *Madame Bovary* de Gustave Flaubert, sont restés célèbres.

Il faut relire avec quelle fausse modestie il attaque par exemple Baudelaire, dans la société de 1857 : « Poursuivre un livre pour offense à la morale publique est toujours chose délicate. Si la poursuite n'aboutit pas, on fait à l'auteur un succès, presque un piédestal ; il triomphe, et on a assumé, vis-à-vis de lui, l'apparence de la persécution. J'ajoute que dans l'affaire actuelle, l'auteur arrive devant vous, protégé par des écrivains de valeur, des critiques sérieux dont le témoignage complique encore la tâche du ministère public. »

Le « préfet Pinard », funestement passé à la postérité, se présente comme un vertueux drapé dans les obligations de sa charge : « Ce n'est pas l'homme que nous avons à juger, c'est son œuvre ; ce n'est pas le résultat de la poursuite qui me préoccupe, c'est uniquement la question de savoir si elle est fondée. [...] Le juge n'est point un critique littéraire, appelé à se prononcer sur des modes opposés d'apprécier l'art et de le rendre. Il n'est point le juge des écoles, mais le législateur l'a investi d'une mission définie : le législateur a inscrit dans nos codes le délit d'offense à la morale publique, il a puni ce délit de certaines peines, il a donné au pouvoir judiciaire une autorité discrétionnaire pour

reconnaître si cette morale est offensée, si la limite a été franchie. Le juge est une sentinelle qui ne doit pas laisser passer la frontière. Voilà sa mission. » Il faut imaginer, retentissant dans la voix du très moral Pinard, les strophes honnies des *Fleurs du mal*, notamment du poème « À celle qui est trop gaie », dont il a au moins déclamé une strophe lors de l'audience.

*Ainsi je voudrais, une nuit,
Quand l'heure des voluptés sonne,
Vers les trésors de ta personne,
Comme un lâche, ramper sans bruit,*

*Pour châtier ta chair joyeuse,
Pour meurtrir ton sein pardonné,
Et faire à ton flanc étonné
Une blessure large et creuse,*

*Et, vertigineuse douceur !
À travers ces lèvres nouvelles,
Plus éclatantes et plus belles,
T'infuser mon venin, ma sœur !*

Et Pinard obtient gain de cause. Le recueil est condamné pour « délit d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs », en raison de « passages ou expressions obscènes et immorales ». Le poète et ses éditeurs sont contraints à payer une amende et sommés

de retirer six poèmes du recueil s'ils souhaitent poursuivre sa vente à Paris. Il faudra attendre 1949, près d'un siècle donc, pour que le recueil des *Fleurs du mal* soit republié dans son intégralité.

Le procureur savoure d'autant plus sa victoire que quelques mois auparavant, il a perdu face à Gustave Flaubert, poursuivi en janvier 1857 pour *Madame Bovary*, son premier roman jugé licencieux. L'auteur et ses co-prévenus, l'éditeur et l'imprimeur, étaient accusés par le parquet de Paris d'outrages à la morale publique et religieuse et aux bonnes mœurs. Le procureur voit de l'immoralité dans les deux adultères « glorifiés » d'Emma Bovary. Il voit aussi de l'immoralité quand Flaubert entremêle l'amour terrestre et l'amour du Christ.

Selon le procureur impérial, Emma Bovary salit l'institution du mariage. « Voluptueuse un jour, religieuse le lendemain, nulle femme, même dans d'autres régions, même sous le ciel d'Espagne ou d'Italie, ne murmure à Dieu les caresses adultères qu'elle donnait à l'amant », proteste-t-il. Pinard n'apprécie pas non plus la façon dont meurt la jeune épouse de l'officier de médecine. « Le drap se creusait depuis ses seins jusqu'à ses genoux, se relevant ensuite à la pointe des orteils », lit-on dans le roman de Flaubert. Une description dénoncée dans le réquisitoire de ce séide du Second Empire dont les arguments laissent aujourd'hui

pantois tant il semble confondre la fiction et la réalité ou plutôt le réalisme, dont le vent commence à souffler sur la littérature. Une confusion du mot et de la chose, si fréquente de nos jours lorsque les nouvelles liges de vertu s'attaquent à des œuvres culturelles pour en bannir toute vision qui ne serait pas, à leurs yeux, politiquement admissible.

Il faut rappeler qu'à l'époque, l'opinion publique et même la presse, dans sa majorité, soutiennent ce nouvel inquisiteur : « Lorsque le corps est froid, la chose qu'il faut respecter par-dessus tout, c'est le cadavre que l'âme a quitté. Quand le mari est là, à genoux, pleurant sa femme, quand il a étendu sur elle le linceul, tout autre se serait arrêté, et c'est le moment où M. Flaubert donna le dernier coup de pinceau. » Et il conclut : « Imposer à l'art l'unique règle de la décence publique, ce n'est pas l'asservir, mais l'honorer. L'art sans règle n'est plus l'art. » Estimant que « les passages quelque répréhensibles qu'ils soient, sont peu nombreux si on les compare à l'étendue de l'ouvrage », les juges de la sixième chambre correctionnelle ont pourtant acquitté Flaubert.

Depuis la Révolution, la liste des vertueux auto-proclamés est infinie. Un véritable inventaire à la Prévert. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut tout de même y ajouter un autre homme né au XIX^e siècle, tout à l'est du continent européen : Vladimir Ilitch

Oulianov, dit Lénine. Celui-ci tenait les jacobins en très haute estime. « Les historiens du prolétariat voient dans le jacobinisme un des grands moments de la lutte des classes opprimées pour leur libération. Ce sont les jacobins qui ont donné à la France le meilleur modèle pour une révolution démocratique », écrit-il en 1917. De Robespierre, il reprend aussi la dualité vertu-terreur. De la Révolution française, la désignation d'un « ennemi de l'intérieur ». Il y ajoute l'idéologie et le culte de la personnalité.

Comme le note le journaliste Bernard Féron, spécialiste de la Russie, en 1965 dans *Le Monde diplomatique* : « On peut donner de nombreuses définitions du léninisme. La plus simple, et peut-être la meilleure, ne serait-elle pas celle-ci : le léninisme est une technique très efficace de conquête du pouvoir et de maintien au pouvoir ? C'est Lénine en tout cas qui a inventé la plupart des méthodes que les communistes ont utilisées pour installer la dictature du prolétariat. C'est lui qui a préconisé la collaboration avec d'autres groupes politiques en attendant de les écraser. Quand Rakosi appliquait en Hongrie la politique du salami (découper tranche après tranche comme un saucisson la coalition des partis avec lesquels le parti communiste est obligé de coopérer), il s'inspirait de l'exemple donné par Lénine : aussitôt après la révolution les bolcheviques partageaient le pouvoir avec les mencheviques

de gauche et les socialistes révolutionnaires de gauche. De même dans les débats qui avant et après “octobre” déchiraient le parti il était tantôt avec les droitiers tantôt avec les gauchistes, quand il ne s’opposait pas aux uns et aux autres au nom de l’opportunité. »

Après des années de recherches historiques, les incohérences du père de la révolution russe d’octobre 1917 s’imposent. Ses origines bourgeoises dissimulées, le fait qu’il n’ait jamais travaillé ni été élu, qu’il avait une maîtresse française... Mais la spécificité de Lénine est que ses successeurs ont tenté vaille que vaille de l’ériger en parangon de vertu. Il serait le symbole de la pureté originelle du communisme, n’aurait aucune responsabilité dans la Terreur. Une opération de blanchiment ternie par l’ouverture des archives de l’ex-URSS à partir de 1991. Elles ont montré que « Staline n’avait été qu’un élève appliqué de son maître, véritable fondateur d’un système impitoyable », a rappelé l’historien Stéphane Courtois, auteur d’une trentaine d’ouvrages consacrés au communisme et au phénomène totalitaire.

Enfin, ce rapide tour d’horizon ne serait pas complet si l’on n’ajoutait pas à la liste de ces vertueux sanguinaires les fondamentalistes islamistes. Ainsi le califat de Daech se réclamait-il en premier lieu de la vertu, avec comme corollaire l’extrême violence. Cité dans l’étude intitulée « La propagande francophone de Daech : la mythologie du combattant heureux » de la

Fondation Maison des sciences de l'homme, l'anthropologue Scott Atran, spécialiste du terrorisme, souligne l'inspiration révolutionnaire de Daech. « Il y retrouve la violence nécessaire à la fondation du monde nouveau plus juste et vertueux comme l'était la violence antisystème des montagnards ou des anarchistes. Elle permet d'éradiquer les mauvaises pratiques, d'éliminer les ennemis de la révolution, d'éduquer le peuple par des exécutions publiques (en direct ou filmées). Ces trois objectifs se retrouvent dans les phases critiques de tous les projets révolutionnaires de l'histoire qu'ils s'appellent Terreur, Dictature du Proletariat, République islamique d'Iran », y lit-on.

Et il est notable qu'après le retour des talibans à Kaboul, l'une de leurs premières décisions a été de fermer le ministère des Affaires féminines pour le remplacer par celui de la Promotion de la vertu et de la Répression du vice, qui avait marqué leur premier règne par son fondamentalisme. Il est inspiré du Comité pour le commandement de la vertu et la répression du vice d'Arabie saoudite dont dépend la Muttawa, la police religieuse du pays. C'est pour s'être moqué de cette commission que le blogueur Raif Badawi a été condamné. Il croupit aujourd'hui encore en prison.

Vu en Amérique, déjà en France

Journaliste franco-américain, Jules Pecnard, qui travaille au magazine Marianne, analyse l'importation en France d'un modèle de pensée américain. Ou comment la French Theory conceptualisée par Deleuze, Foucault ou Derrida a-t-elle influencé les universités d'outre-Atlantique avant de revenir en boomerang sur notre territoire.

Durant le mois de septembre 2021, le prestigieux Institut de technologie du Massachusetts (MIT), situé à Boston, préparait sa « John Carlson Lecture », une sorte de symposium annuel où sont présentées les plus récentes découvertes en matière climatique. Avec, à chaque fois, un axe spécifique autour duquel s'articulent les prises de parole.

Pour cette édition, prévue après une interruption de deux ans liée à la pandémie de Covid-19, le MIT a

convié le professeur Dorian Abbot. Le choix paraissait évident, banal. Aucune controverse particulière n'apparaissait à l'horizon. Son domaine de recherche est amené à interroger l'humanité tout entière dans sa quête de survie en tant qu'espèce, à déterminer si d'autres planètes, dans des systèmes solaires éloignés du nôtre, sont dotées d'une atmosphère propice à la vie. S'il existe une autre Terre, en somme. Une réflexion qui semble parfaitement altruiste et inoffensive.

Hélas, à trois semaines de sa tenue, la conférence est annulée à cause d'une polémique, comme il en éclot régulièrement dans les facultés américaines depuis quelques années. De brillant climatologue faisant l'unanimité, Dorian Abbot s'est mué en expert douteux, contesté, excluant. Immoral. La raison ? Il a eu le tort de s'en prendre à l'une des pierres angulaires de la société états-unienne d'après-guerre : la discrimination positive. Ce concept d'« *affirmative action* » a vu le jour dans les années 1940, et a été institutionnalisé dans les années 1960, période charnière d'élargissement des « droits civiques » aux Afro-Américains, afin de compenser l'injustice systémique dont ces derniers ont été les victimes durant des siècles, à travers l'esclavage, puis la ségrégation économique et sociale. La réparation et la vertu sont devenues les forces motrices d'une politique publique, laquelle a d'ailleurs porté ses fruits. Un temps.

À l'instar d'autres voix qui n'émanent pas forcément de la sphère conservatrice ou réactionnaire, Dorian Abbot juge que ce système est désormais inefficace, contre-productif, comme il l'explique dans une tribune publiée par le magazine *Newsweek* en août 2021. Le scientifique reproche aux universités américaines, qu'il connaît bien en tant que chercheur, de passer les étudiants au tamis de la discrimination positive dans leur processus de sélection. Selon lui, le triptyque « diversité, équité et inclusion » conduit inévitablement à refuser des admissions parce que tel ou tel « appartient au mauvais groupe » ethnique. Autrement dit, à négliger le mérite. Un tel fonctionnement fait triompher la « statistique sur l'individualité d'un être humain », s'inquiète Dorian Abbot. À bien des égards, son constat est frappé du sceau du bon sens. Il va de pair, à tout le moins, avec la notion d'excellence que prône la science.

Cependant, la situation se complique lorsque ce constat est dressé par un mâle blanc de 40 ans. Dans l'Amérique des luttes intersectionnelles, un tel profil est, de plus en plus systématiquement, considéré comme illégitime à aborder le sort des minorités raciales ou ethniques. Par ailleurs, Dorian Abbot dresse, dans la même tribune, un parallèle hasardeux avec le III^e Reich. « Il y a quatre-vingt-dix ans, l'Allemagne avait les meilleures universités du monde. Puis

un régime idéologique obsédé par la race [...] a chassé les meilleurs étudiants, amputant ainsi les facultés et entraînant un appauvrissement durable dont les universités allemandes ne se sont jamais totalement relevées », peut-on y lire.

Le propos est excessif. Lorsqu'il a été exhumé, de nombreux confrères du scientifique n'ont pas hésité à le mettre au ban. Sa venue au MIT a été qualifiée d'« exaspérante » et d'« inconvenante », un qualificatif très fréquemment utilisé outre-Atlantique. Les étudiants, eux, se sont chargés de faire monter la pression via les incontournables réseaux sociaux, enjoignant à la direction de l'université de sévir. L'intervention de Dorian Abbot a été reportée au printemps 2022, et réservée uniquement à un parterre de collègues. Exit les étudiants, décidément trop susceptibles !

L'affaire du MIT a eu peu d'écho en France. Tant d'autres l'ont précédée aux États-Unis, où la question raciale et les querelles identitaires ont été portées à incandescence. En particulier sous les présidences de Barack Obama et de Donald Trump. C'est sous le premier, au début des années 2010, qu'a émergé le militantisme appelé « *woke* », traduction abrégée d'un « éveil » face aux injustices subies en Occident par les minorités, qu'elles soient raciales ou de genre. Une étude publiée par la Fondapol, think tank français classé à droite, définit le concept de la façon suivante :

« Cette nouvelle culture morale, dans laquelle le statut de victime devient une ressource sociale, requiert certaines conditions, parmi lesquelles on trouve, notamment, une atomisation sociale et un niveau de diversité ethnique et sexuelle élevé. »

À l'image de sa matrice multiculturelle, l'Amérique dispose d'un système universitaire varié. Chaque faculté possède son identité propre et cultive ainsi un rapport singulier aux discriminations. Pour ne citer qu'un exemple, l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) compte une très forte part d'étudiants asiatiques. C'est une conséquence logique de la géographie, mais qui influe nécessairement sur les programmes, sur la manière dont les enseignants vont aborder certaines thématiques. Essentialiser l'impact du « wokisme » sur les universités américaines mène donc à une forme d'impasse. Bien sûr, le sous-estimer serait tout aussi erroné. En particulier dans les Ivy League, ces facultés très élitistes des États du Nord-Est (comme Yale, Harvard, Dartmouth ou encore Cornell) où les frais d'inscription sont exorbitants. Les diplômés qui en sont issus ont vocation, à terme et dans tous les secteurs, à être aux manettes du pays. Ce qui s'y déroule ne peut être négligé.

En France, la situation est tout à fait différente. D'abord, très prosaïquement, notre histoire récente n'est pas marquée par l'institutionnalisation, au sens

officiel et étatique du terme, de la ségrégation d'une quelconque minorité raciale ou ethnique sur le territoire métropolitain. Les fortes tensions identitaires qui travaillent aujourd'hui notre société sont, quoi qu'on en pense, largement tributaires de notre passé colonial. Or, en plus de brasser les cultures, la mondialisation telle qu'elle évolue depuis un demi-siècle nourrit une forme d'équivalence – parfois sincère, souvent paresseuse – entre les mémoires. Ce transfert s'opère notamment avec les États-Unis, pays dont le « *soft power* » culturel n'a rien perdu de sa puissance, en dépit de son affaiblissement commercial face aux Chinois. Le monde, dans son imaginaire collectif, continue de vivre à l'heure américaine.

Selon Marc Weitzmann, journaliste et écrivain, producteur de l'émission « Signes des temps » sur France Culture et passionné des États-Unis, c'est avant tout la tendance au « *personal branding* » que nous avons importée. Ultime étape de la primauté accordée au marketing, cette méthode consiste à promouvoir sa propre image, sa propre identité, ses propres compétences. Comme le ferait n'importe quelle marque pour l'un de ses produits phares. Les réseaux sociaux, forme paroxysmique du culte de l'individu, sont un formidable accélérateur de cette tendance. Les chevaliers du militantisme woke rétorqueront que cet individualisme est mis au service d'une communauté. Sur le papier, en tout cas.

Il développe : « La France a joué un très grand rôle dans la formation des bulles idéologiques dans les facs américaines, à partir des années 1990, avec ce qu'elles ont appelé les "*French theories*". Si les travaux de personnalités comme Gilles Deleuze, Roland Barthes, Jacques Derrida, ou d'autres, n'avaient pas été repris par Judith Butler, vous n'auriez pas l'idéologie de la déconstruction qui a fait des ravages aux États-Unis. Ce sont des vases communicants, qui fonctionnent à partir d'incompréhensions mutuelles. Les Américains ont transformé l'idéologie française pour la faire correspondre aux États-Unis. Le procédé inverse se déroule aujourd'hui. »

Dans le domaine universitaire, les illustrations de ce phénomène abondent. Avant que la crise sanitaire ne vienne en bouleverser le fonctionnement, les facultés françaises ont été le théâtre de plusieurs esclandres du même acabit que celui évoqué plus haut. L'un des plus médiatisés a eu lieu en octobre 2019, lorsque la philosophe Sylviane Agacinski a été invitée par l'université Bordeaux-Montaigne à une conférence sur la « reproductibilité technique » de l'être humain. Ne tolérant pas son hostilité à la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes et à la gestation pour autrui (GPA), les associations étudiantes de défense des minorités sexuelles ont demandé l'annulation de la conférence. Ce qu'elles ont obtenu.

Plus emblématique, sans doute, fut l'annulation d'une représentation de la pièce *Les Suppliantes* d'Eschyle à la Sorbonne, prévue le 25 mars 2019 et qui a finalement eu lieu deux mois plus tard. Des militants de la Ligue de défense noire africaine (LDNA) et du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) bloquent l'entrée de l'université, reprochant à la troupe de recourir au « *blackface* » – terme pourtant éminemment lié à l'histoire afro-américaine – pour incarner les Danaïdes de la tragédie grecque. Toute parole potentiellement excluante peut devenir suspecte. Difficile de prédire le niveau de propagation de ce moralisme mémoriel dans nos universités.

Reste à savoir s'il s'agit d'un effet de mode ou d'une lame de fond. « L'économie des études supérieures n'est pas du tout la même aux États-Unis qu'en France, rappelle Marc Weitzmann. Il y a moins d'enjeux financiers, nos facultés sont moins riches et moins sensibles au diktat des étudiants. Elles en sont moins dépendantes financièrement ». Au pays de l'Oncle Sam, où le coût d'un premier cycle en université privée atteint en moyenne les 22 000 euros, le marketing de l'inclusivité pèse lourd dans les arbitrages. Dans les huit universités estampillées « Ivy League », le cursus coûte entre 42 000 et 53 000 euros. Sans compter les frais d'accueil. Cela donne une idée du niveau de suivisme de ces institutions vis-à-vis de ceux qui les

paient. Une source aux confins des milieux universitaires français et anglo-saxon nous résume crûment les choses : « Les facs américaines sont totalement à la remorque de groupes plus radicaux les uns que les autres. Ils font ce que les maoïstes faisaient à la fin des années 1960. On est dans l'anthropologie de base : la minorité déterminée tiendra toujours en respect la majorité silencieuse. Et dans les facs américaines, seuls les radicaux prennent la parole. Les modérés se taisent et rasant les murs. »

Les campus américains sont des terres fertiles pour nourrir les postures vertueuses. C'était déjà le cas, sur d'autres sujets, dans les années 1960, avec la nouvelle gauche radicale. Elle a fait ses armes autour de la question des droits civiques et de la contestation de la guerre au Vietnam. Mais avant d'y revenir, un bref rappel historique s'impose : cette propension de l'Amérique à verser dans le moralisme s'inscrit dans un modèle plus global, hérité d'une lecture providentialiste de l'histoire. Les États-Unis se sont construits à la fois par leur guerre d'Indépendance contre la monarchie britannique au XVIII^e siècle et par la culture protestante qui leur a été dévolue par celle-ci. Cette culture protestante, libérale, se voulait le contre-pied chimiquement pur de l'absolutisme tel qu'il a été exercé en France avant sa Révolution. Le providentialisme, cette idée selon laquelle Dieu a accompagné les

pères fondateurs de la République américaine – « *With God on Our Side* », chante Bob Dylan avec dérision en 1964 –, se double de l'exceptionnalisme que ce peuple, quel que soit son penchant politique, vit dans sa chair.

« Cet exceptionnalisme s'est construit sur des siècles de guerre et de peur, notamment la peur de se faire massacrer le long de la Frontière. C'est donc un sentiment profondément ancré », explique Lauric Henneton, spécialiste de la civilisation américaine, auteur d'une *Histoire religieuse des États-Unis* (Flammarion, 2012). Ce sentiment, celui d'un pays investi d'une mission, qui peut se traduire par un manichéisme un rien obtus, irrigue la société américaine. Il découle de la nécessité originelle de protéger une nation jeune et fragile, soumise à des forces destructrices, qu'elles soient exogènes ou endogènes. Lauric Henneton poursuit : « La guerre de Sécession [1861-1865] se joue parce que chaque camp – abolitionnistes et esclavagistes – voit l'autre comme décidé à l'éradiquer. C'est une question de vie ou de mort, pas juste des joutes verbales. »

Vue à travers ce prisme, la question du bien et du mal devient une chose très sérieuse. Elle touche à la survie des États-Unis qui, durant la guerre froide, ont rejoué le même schéma. Dans *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains* (Gallimard, 2017), son essai sur l'américanisation de la France, le philosophe Régis Debray écrit ceci : « Dieu est américain, impitoyable

et tout en muscles. Il est logique que les exclus ou les malchanceux qui souhaitent rester dans le jeu viennent s’y ressourcer, et s’y décrasser. Mais l’américanité, qui est une idéologie sans le dire, et que l’on devrait baptiser “américanisme” si le mot n’avait été déconsidéré par la réaction avant-guerre, a aussi pour vertu d’assumer la primauté de l’espace sur le temps, de l’image sur l’écrit et du bonheur sur le drame de vivre. Ou encore, du sens externe sur le sens interne, du vu sur le lu et de l’amour des réponses sur l’amour des questions. »

Plus qu’une puissance, les États-Unis deviennent ainsi une idée, un projet de société façonné par l’émotion plus que par la raison. L’universalisme français, hérité de la philosophie des Lumières, en est un autre, où prime le rationnel. La construction de la France, qui a bâti son unité autour d’une structure politique, à savoir l’État central, diffère radicalement de celle de l’Amérique. « Plus que tous les autres dans le monde, ces deux pays ont une chose fondamentale en commun : ils aiment vanter leurs “valeurs”, les porter en étendard », complète Christopher Caldwell, politologue américain et auteur de *The Age of Entitlement: America Since the Sixties* (Simon & Schuster, 2020). Selon cet éditorialiste conservateur, qui se distingue de ses pairs en scrutant de longue date les évolutions ethno-culturelles de la société française, la « mission américaine est toujours bel et bien vivante ».

« Ce qui est en train de faiblir, peut-être, est l'idée selon laquelle l'Amérique peut, par son exceptionnalisme, échapper aux contraintes habituelles de l'histoire, évoque-t-il. On l'a vu avec ce qu'il s'est produit en Afghanistan ». La récente débandade militaire des États-Unis au Moyen-Orient, qui a réveillé le spectre dormant des borbiers vietnamien et irakien, a été vécue à la fois comme une humiliation et la fin d'un cycle, celui d'une Amérique se vivant comme hyperpuissance, capable de jouer les gendarmes à travers le monde. Officiellement pour défendre son concept de démocratie libérale. Imprégné de cette lecture humanitariste et atlantiste, Nicolas Sarkozy, bon produit de son époque, a tenté de le faire en Libye dans le cadre d'une coalition en 2011. Avec les résultats que l'on connaît. La politique étrangère n'est d'ailleurs pas le seul domaine où l'ancien maire de Neuilly, sans doute plus que tout autre président de la V^e République, a reproduit avec fierté – mais à mauvais escient – certains codes américains.

Aux États-Unis, droite et gauche ont en elles le génome de la vertu, du combat du bien contre le mal. Les évangéliques protestants de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, bien que ne s'inscrivant pas dans une dénomination droite/gauche classique, ont mené des croisades morales et sociales : prohibition de l'alcool, aide aux plus démunis, lutte contre

les injustices, y compris celles subies par les Noirs. Dans les années 1960, comme évoqué précédemment, l'opposition à la guerre du Vietnam recelait, pour la gauche radicale, une dimension morale. « Il s'agissait d'interroger le sens de l'histoire du pays, rappelle Lauric Henneton. On trouve cela dans beaucoup de chansons de l'époque, notamment le triptyque "Monster/Suicide/America" de Steppenwolf en 1969. Idem pour le film *Easy Rider*, ou Jimi Hendrix et sa version torturée de l'hymne américain à Woodstock. Tout cela revient à s'interroger sur – et à déplorer – le déclin moral de l'Amérique. En face, l'Amérique aux cheveux courts dénonce le manque de patriotisme de l'Amérique aux cheveux longs. »

Cette « Amérique aux cheveux courts » réplique sur le terrain politique par la voix de personnalités comme Barry Goldwater. Dans les années 1960, ce sénateur de l'Arizona instille une dose de radicalité dans la doctrine du Parti républicain, qui va à contre-courant du basculement culturel que traversent alors les États-Unis. Écrasé électoralement par Lyndon Johnson à la présidentielle de 1964, il sème les graines de la révolution conservatrice qui survient à l'orée des années 1980 avec Ronald Reagan (l'historien Rick Perlstein le raconte en détail dans sa magistrale tétralogie sur la droite américaine).

Contrairement à la droite « *law and order* » (« la loi et l'ordre ») façonnée par Richard Nixon, le conservatisme reaganien s'appuie sur une aile religieuse forte, très présente au sein de la société civile. À tel point que, dans son édition du 2 septembre 1985, le célèbre magazine de centre gauche *Time* met en une le pasteur évangélique Jerry Falwell, proche du pouvoir reaganien et fondateur de Moral Majority, organisation politique aux capacités de lobbying très puissantes. Son influence sur la vie politique américaine a durablement marqué le Parti républicain, dont les croisades contre l'« immoralité » des démocrates, à Washington mais aussi à Hollywood, s'accroissent durant les années 1990 après l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche.

Ce rappel a son importance car il permet de comprendre la multiplication, durant cette période, des affaires dites « de mœurs ». Avant que la présidence Clinton ne soit bousculée par l'affaire Monica Lewinsky, il y a eu la chute, fort symbolique, d'un candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1988 : Gary Hart. En avril 1987, ce dernier est le favori non seulement pour décrocher l'investiture, mais aussi pour mettre en difficulté le probable champion républicain post-Reagan, George H. W. Bush. C'est à ce moment-là qu'une bascule s'opère. La presse américaine, après avoir longtemps

respecté une sorte de « *gentlemen's agreement* », un accord informel avec la classe politique sur tout ce qui touchait de près ou de loin à la vie privée, a fait éclater le scandale d'une relation adultère entretenue par Gary Hart. En l'espace de deux semaines, le nouvel espoir du Parti démocrate a été démonétisé, au point d'abandonner la course à l'investiture. Du jamais-vu jusqu'alors dans l'histoire politique aux États-Unis.

Quant à Bill Clinton, sa liaison avec Monica Lewinsky est allée jusqu'à déclencher une procédure de destitution, tombée à plat en février 1999. Un épisode qui reste avant tout un coup politique pour les républicains. Lauric Henneon observe : « Bill Clinton était une cible symbolique. Les démocrates n'ont pas le monopole de l'adultère – les scandales sexuels qui ont fait tomber certains télévangélistes en sont la preuve. Bill Clinton était le gouverneur d'un État du Sud, situé plutôt à la droite du Parti démocrate. C'est ce qui a expliqué son succès électoral. C'est précisément parce qu'il était difficile de le grimer en "socialiste" que le seul véritable angle d'attaque des républicains se trouvait sur le terrain moral. C'est aussi un combat qui leur permettait de mobiliser une base électorale. »

Les « pères la pudeur », en politique, sont une espèce beaucoup plus rare dans l'Hexagone. « La France est toujours un peu en retard... Après tout, on continue de célébrer le souvenir de Mitterrand et de ses

maîtresses. Les frasques de Zemmour ne sont pas ce qu'on lui reproche le plus. On n'en est donc pas au même point que les Américains », euphémise le politologue Philippe Raynaud, spécialiste du libéralisme et auteur de *L'Esprit de la V^e République* (Perrin, 2017).

Parmi les rares exemples qui détonnent, il y a celui de Jean Royer, dont la candidature à la présidentielle de 1974 était propulsée par son combat pour l'ordre moral et contre la révolution sexuelle à l'œuvre. Mais le maire de Tours n'a recueilli que 3,17 % des suffrages sur son nom. Puis il y a eu, dans un autre registre, les tentatives encore plus ratées de Michel Debré et de Marie-France Garaud qui, en 1981, ont tous deux fait campagne sur un certain nombre de valeurs gaullistes mais également conservatrices. Au-delà des circonstances politiques de l'époque et des défauts intrinsèques des deux candidats, ce positionnement n'a pas été porteur (1,66 % des voix pour Michel Debré ; 1,33 % pour Marie-France Garaud).

À l'extrême droite, l'hédoniste notoire qu'a toujours été Jean-Marie Le Pen n'a jamais fait de la droiture morale l'un de ses chevaux de bataille. Sa petite-fille Marion Maréchal, catholique revendiquée, se distingue de lui sur ce point. Elle en tirerait certainement une singularité politique si elle était à la tête d'un courant structuré, ce qui n'est pas (encore) le cas. Au fond, rarement la thématique de la vertu aura autant été mise au premier

plan d'une campagne qu'en 2016, lorsque François Fillon se présente à la primaire, en vue de l'élection présidentielle, organisée par le parti Les Républicains. L'ex-Premier ministre en a fait un véritable marqueur politique, au point de prononcer, lors d'un meeting dans la Sarthe, cette célèbre phrase qui lui reviendra dans la figure comme un boomerang quelques mois plus tard, à mesure que se multiplient les révélations à son égard : « Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen ? » Une allusion limpide aux affres judiciaires de Nicolas Sarkozy, sur fond de haines personnelles nourries par la compétition interne à la droite.

« Il ne faut pas sous-estimer le moralisme de la gauche française », pointe Marc Weitzmann. Dans les années 1980, les difficultés de François Mitterrand face aux contraintes économiques et à l'explosion du chômage ont débouché sur une transformation majeure dans notre vie politique. S'avérant incapables de « changer la vie » des Français comme ils s'y étaient engagés, les socialistes se sont mis à faire deux choses. D'abord, substituer l'horizon européen à l'horizon national : à défaut de pouvoir appliquer les mesures que l'on souhaite chez soi, on en renvoie la mise en œuvre à l'échelon communautaire, « l'Europe sociale » étant l'illustration la plus caricaturale de ce tour de passe-passe. Ensuite, seconde évolution qui touche directement au sujet qui nous intéresse : la gauche

s'est tournée vers des causes morales, d'aucuns diront « bien-pensantes », même si l'expression est galvaudée. Vivre-ensemble, antiracisme, droit à la différence et, à terme, progressisme sociétal ont remplacé les luttes sociales sur lesquelles la gauche française s'est initialement construite.

Pour ce faire, le Parti socialiste (PS) s'est appuyé – avec la bénédiction du redoutable tacticien qu'était François Mitterrand – d'un côté sur l'essor électoral du Front national (FN) à partir de 1983-1984, et de l'autre sur des associations dont la tête de pont fut SOS Racisme. De l'aveu de l'un de ses cofondateurs, Julien Dray, la méthode d'action de SOS Racisme s'inspirait directement de la campagne anglaise « Rock Against Racism » de 1976, comme il l'a expliqué en novembre 2013 dans *Le Monde*. L'outillage publicitaire autour du logo « Touche pas à mon pote » et de la célèbre petite main, portée en pin's par des stars de l'époque comme Daniel Balavoine ou Isabelle Adjani, a fait le reste.

Dès lors, la droite s'est trouvée cornérisée. Bien qu'ayant retrouvé le pouvoir au crépuscule du mitterrandisme, elle a longtemps subi la pression exercée par le magistère moral de la gauche, notamment à travers les médias. Tout soupçon de proximité ou de porosité du RPR créé par Jacques Chirac en 1976, puis de l'UMP avec les idées du FN, pendant les années 1990

et 2000, a été réprimandé. Nicolas Sarkozy a brisé ce tabou, d'abord en tant que ministre de l'Intérieur, puis en tant que candidat à l'élection présidentielle. Conseillé par Patrick Buisson et par Henri Guaino, il a bâti sa campagne de 2007 notamment autour du thème de l'identité nationale. La pression de la gauche est encore moins vigoureuse aujourd'hui, à l'heure où une personnalité aussi réactionnaire que le polémiste Éric Zemmour bénéficie d'une dynamique inédite dans l'histoire des sondages présidentiels.

Malgré son affaissement, le PS n'a jamais cessé de décerner des brevets de vertu. Sa position de surplomb moral s'est accentuée à mesure qu'il s'est recentré sur un électorat urbain, diplômé et mondialisé, autrement dit, à mesure de son embourgeoisement. Le think tank social-démocrate Terra Nova, dans une fameuse note de 2011, a ainsi conseillé à la gauche de gouvernement d'abandonner définitivement les catégories populaires. Le basculement de celles-ci à droite, voire à l'extrême droite, a rendu leur reconquête futile. Du moins selon Terra Nova.

En définitive, le PS a commencé à reprendre les codes du Parti démocrate américain, qui a axé sa stratégie – notamment durant la campagne triomphale de Barack Obama en 2008 – sur les minorités et sur l'« inclusivité ». Une forme de bienveillance volontariste dont Emmanuel Macron s'est fortement inspiré,

sciemment ou non, lors de sa campagne de 2017. Ayant surgi très soudainement dans le champ politique, l'ex-ministre de l'Économie n'était nullement lesté des contradictions idéologiques du socialisme français, lesquelles ont précipité l'écroulement du PS. Quant à Barack Obama, longtemps célébré par la majorité de la presse hexagonale qui y voyait le symbole d'une Amérique aux identités réconciliées, force est de constater qu'il n'a pu empêcher l'émergence de Donald Trump. Au contraire.

Toujours est-il que le discours vertueux et inclusif, qui a contribué à couper les socialistes de leur base, a convenu à une certaine bourgeoisie intellectuelle. C'était le cas hier sur d'autres thèmes. Raphaël Glucksmann est une parfaite incarnation des représentations de la gauche morale d'aujourd'hui. Il n'est pas anodin que le philosophe soit devenu la tête de liste soutenue par le PS aux élections européennes de 2019. Correspondant à l'air du temps, il a eu l'honnêteté et la lucidité de déclarer sur Arte, en octobre 2018, qu'il se sentait davantage chez lui à New York ou à Berlin qu'en Picardie. Beaucoup de libéraux de gauche comme de droite se sentent à l'aise dans le melting-pot urbain importé des États-Unis.

Qu'on juge l'universalisme français soluble dans le multiculturalisme anglo-saxon ou, au contraire, à ses antipodes, ce dernier modèle a, irrémédiablement,

chamboulé le débat public. Il est nourri par le marketing « inclusif » des grandes multinationales américaines, qu'il s'agisse des GAFAM, de Nike ou de McDonald's. Christopher Caldwell se souvient de l'époque où il a vu s'amorcer cette métamorphose : « C'était au moment de la France "black blanc beur", après la Coupe du monde de football de 1998. Je préparais un article pour *The Atlantic* [revue intellectuelle américaine, plutôt de centre gauche] sur le tournant multiculturel de la France. Pour écrire le papier, j'avais rencontré l'un des membres du cabinet de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur. Il s'appelait Patrick Quinqueton, il avait une barbe à la Abraham Lincoln. Je lui avais demandé si le gouvernement Jospin envisageait de mettre en place une forme de discrimination positive, comme aux États-Unis. Il m'a répondu que c'était absolument impossible et que j'avais dû mal comprendre la tradition constitutionnelle française. »

Force est de constater que dans l'Hexagone, cette discrimination positive n'existe toujours qu'officieusement. Et que notre modèle laïque, même s'il est fortement mis à l'épreuve par des courants qui le jugent trop rigide voire oppressif, conserve ses thuriféraires. Selon Philippe Raynaud : « Le wokisme est très francophobe. Pour les éditorialistes du *New York Times*, la France est un repoussoir. C'est ce qui m'amuse, d'ailleurs, quand la droite dit de Macron

qu'il incarne le wokisme, qu'il lui permet de s'infiltrer en France. Quand on me dit ça, je réponds : "Allez lire le *Washington Post* ou le *New York Times*." Un ministre américain qui s'exprimerait comme l'a fait Jean-Michel Blanquer sur l'islamo-gauchisme, hors période trumpiste, c'est peu envisageable. »

Pour autant, cette singularité est-elle durable ?

Les métamorphoses de la vertu

Philosophe et historien de la philosophie, spécialiste d'éthique et de Spinoza, Maxime Rovere, qui a enseigné à l'École normale supérieure de Lyon mais aussi à l'université pontificale catholique de Rio de Janeiro, remonte aux origines de la vertu, notion qui n'a cessé d'évoluer à travers les âges.

En Occident, la question de la vertu ne cesse de changer de forme au long des siècles. Elle s'organise autour du rapport entre les individus et leurs actions. À double tranchant, elle se pose à l'égard des autres comme l'expression d'un jugement dont le partage et l'élaboration définissent la société, tout comme elle se retourne vers soi telle l'expression d'un effort ou d'un devoir pour devenir vertueux.

Tout cela n'a de sens qu'à partir du moment où ce double questionnement s'inscrit dans une conception

globale du monde où les principes fondamentaux de la morale – la responsabilité, le bien, le mal – sont établis. Pour bien comprendre comment la vertu nous apparaît aujourd’hui, il est donc utile de considérer une très vaste échelle de temps, car non seulement les concepts moraux ont sédimenté lentement dans l’espace interculturel situé entre l’Europe, l’Afrique et l’Orient, mais jamais dans l’histoire ils n’ont permis d’établir une définition univoque ou unanimement partagée de la vertu.

Les sources dont nous disposons nous permettent de remonter jusqu’en Afrique, au III^e millénaire avant notre ère, pour en trouver les premières expressions : on les découvre en Égypte dans les inscriptions funéraires du Haut-Empire. Sur leurs pierres tombales, les Égyptiens préparaient une sorte de plaidoyer destiné à Osiris, le dieu des morts, dont ils croyaient qu’en les accueillant dans l’au-delà, il pèserait leurs âmes sur une balance. La perspective d’un jugement n’était pas seulement réservée aux criminels, mais les attendait tous, c’est pourquoi les Égyptiens établissaient une sorte de bilan de leurs actions pour faire valoir celles qui avaient contribué au bien-être de leur entourage et à la prospérité de l’empire. Ainsi, parmi leurs actes, ils mettaient en avant ceux qui faisaient d’eux des êtres vertueux. L’accent portait sur ce qu’ils faisaient ici-bas et non sur leur propre nature. Comme c’est encore le cas de nos institutions judiciaires,

les Égyptiens ne se souciaient pas d'émettre des jugements sur les personnes ; Osiris évaluait les actes.

La suite de l'histoire est celle d'une lente intériorisation des qualités morales que les Égyptiens attribuaient seulement à nos faits et gestes. Une contribution essentielle à cette évolution fut développée au Moyen-Orient où, dès le II^e millénaire, on trouve des textes qui soulignent avec insistance la gravité du mensonge et l'importance de la parole donnée. C'est donc une certaine éthique du langage et de l'usage des mots qui engendre l'exigence de mettre en adéquation ses intentions et ses actes.

Pour éclairer cette innovation, qui marque la véritable naissance de la vertu, une hypothèse historique fragile mais intéressante la relie à l'essor du commerce. En effet, dans les méthodes d'acquisition des biens, le commerce n'est rien d'autre qu'une alternative à la guerre et aux rapines. Dans le cadre des rapports guerriers, toutes les formes de ruse – mensonge, tromperie, trahison, etc. – sont des armes courantes que personne ne condamne, car l'objectif est d'obtenir des biens par la défaite de l'adversaire. En revanche, dans les relations commerciales, la confiance que l'on inspire à ses partenaires et qu'on leur accorde en retour joue un rôle crucial. Par conséquent, plus les sociétés acquièrent des biens par le commerce plutôt que par la guerre ou les rapines, plus les qualités que l'on observe dans les actes y sont

intériorisées : la vertu devient le propre des individus auxquels on peut se fier.

Dans ces conditions, les dieux et leurs prophètes vont changer de statut. Au lieu de rester cantonnés à leurs rôles d'organisation du cosmos et de protection de communautés définies par leur langue et par leur territoire, les dieux vont devenir des modèles et les prophètes, des guides. En particulier, entre le xv^e et le vi^e siècle avant notre ère, une religion perse va voir surgir un fascinant prophète nommé Zoroastre, plus connu sous le nom de Zarathoustra. Dans un environnement où tous les dieux, de l'Égypte jusqu'à l'Inde en passant par la Grèce archaïque et la Judée, avaient des comportements ambivalents et se laissaient emporter par des émotions de toutes sortes, Zoroastre chanta les louanges d'un dieu intégralement bon, archétype de la vertu, et encouragea l'humanité à se mettre à son diapason afin de surmonter les forces obscures.

Pour ce faire, les rites religieux ne suffisaient pas. Selon Zoroastre, ce sont « de bonnes pensées, de bonnes paroles, de bonnes actions » qui font la différence : c'est de cette manière que les humains contribuent à maintenir l'ordre du cosmos. La vertu devient alors un acte qui relie l'homme à la divinité mieux que les rituels et les cérémonies.

On voit que Zoroastre, en insistant sur la continuité entre les pensées, les paroles et les actes, esquisse en

quelque sorte une méthode d'acquisition de la vertu qui repose sur la mise en cohérence de soi-même avec soi-même.

Cet idéal de cohérence, se répandant en Méditerranée à la faveur des navigations et des échanges entre l'Égypte, l'Europe et le Moyen-Orient, favorisera, en Grèce, l'essor d'une tradition de pensée suffisamment originale pour que les Grecs fabriquent un mot nouveau qu'on attribue à Pythagore : la *philosophie*. Les *philosophoi* se désignent eux-mêmes comme des amis de la sagesse, autrement dit des chercheurs dont le savoir est réflexif (ils étudient la connaissance). Qu'ils se nomment Thalès, Empédocle ou Parménide, ces penseurs incarnent eux-mêmes la sagesse qu'ils s'efforcent de mettre en mots, de sorte qu'ils font souvent de leur vivant l'objet d'un culte. Sur le modèle des « héros » épiques dont on honorait la force et le courage à la guerre, on respecte assez leurs vertus pour les considérer comme des « hommes divins » associés à la paix. Ces sages sont donc des individus ayant accès à des vérités cosmiques, mais aussi qui incarnent des vertus que leurs disciples vont tâcher d'acquérir. Comme elle est profondément incarnée et personnelle, la vertu est alors indissociable de déterminations précises, elle n'est pas séparable du maître et de sa doctrine.

Socrate est à la fois le dernier de ces sages (il a été lui-même initié aux mystères d'Éleusis et incarne, aux yeux des Athéniens et des oracles, le plus sage des hommes)

et le premier d'un genre nouveau. Car s'il ne refuse pas que ses disciples imitent son comportement extérieur (sobriété, retenue, bienveillance, etc.), il partage avec eux ses propres questionnements et les incite à y répondre par eux-mêmes. Ainsi, au lieu de laisser ses disciples imiter ses vertus, Socrate inaugure une ère où chacun doit développer la vertu par soi-même, en prenant pour guide principal un questionnement sur les principes. Une question qui jusqu'alors ne se posait pas – qu'est-ce que la vertu ? – devient ainsi l'aiguillon grâce auquel il devient possible de ne pas seulement imiter le maître, mais de chercher à exercer pleinement sa propre liberté.

Ses successeurs grecs de première, de deuxième et de troisième génération (Platon, Aristote, les stoïciens et bien d'autres fondateurs d'écoles philosophiques) se distinguent par la manière dont ils intellectualisent la vertu – ce qui lui donne son trait peut-être le plus spécifiquement occidental. Car, selon les philosophes de la Grèce classique, plus on comprend les lois de l'univers, la nature des choses et la destination de l'être humain, plus on est vertueux. Mais après Platon, rares seront les philosophes qui contesteront cet arrimage entre la compréhension théorique des choses et la capacité pratique à être vertueux, c'est-à-dire à faire preuve de qualités humaines.

Cette approche va d'ailleurs permettre à Aristote, lui-même ancien disciple de Platon, de ne plus aborder

la vertu en général, mais de particulariser une à une les qualités humaines autour d'une idée admirablement simple. Il propose de définir la vertu, point d'excellence en toutes choses, comme une disposition permanente à choisir le juste milieu entre deux excès. Il définit donc le courage comme le juste milieu entre la témérité et la lâcheté, la générosité comme le juste milieu entre la prodigalité et la parcimonie, et ainsi de suite. Cette conception donne à la vertu un aspect mesurable, suggérant qu'un esprit sachant calculer juste se montrerait vertueux. Néanmoins, Aristote prend soin de distinguer deux formes de sagesse entendues comme accomplissements suprêmes : la sagesse théorique, consistant à contempler lucidement les principes des choses, et la sagesse pratique (qu'il appelle prudence), consistant à savoir mettre ces principes efficacement en œuvre.

D'autres écoles grecques vont développer des conceptions alternatives de la vertu, mais elles accepteront toutes l'idée que la vertu dépend d'une connaissance plus ou moins poussée des principes. Avec l'expansion de Rome puis l'avènement de l'Empire romain, les auteurs latins se mettent à l'école des Grecs – d'autant que la langue grecque est l'une des langues officielles de l'empire – mais n'en développent pas moins une conception originale de la vertu. D'un point de vue théorique, ils n'hésitent pas à s'en remettre aux concepts hérités des Grecs, au point que des communautés entières vivent,

par exemple, selon les préceptes d'Épicure, dans des jardins autogérés où les biens sont mis en commun et où l'on étudie les écrits du maître.

Mais l'originalité romaine tient à un bon sens pratique, terrien, qui leur vient des Étrusques, population qui occupait l'Italie avant eux : les Romains valorisent les vertus proches de la vie paysanne, l'austérité, la modestie, la frugalité. De plus, ils attendent que les hommes vertueux démontrent au quotidien leur engagement pour la chose publique. C'est ainsi que les stoïciens romains, par exemple, laissent de côté les finesses logiques et conceptuelles de leurs modèles grecs ; ils abordent la vertu non comme un principe, mais comme une manière de vivre.

Pour en faire l'éloge et l'enseigner, ces moralistes préfèrent l'histoire à la philosophie : ils racontent les faits et gestes d'hommes exceptionnels qu'ils donnent en exemple à la postérité. Caton l'Ancien, sénateur conservateur du II^e siècle av. J.-C., et Marcus Junius Brutus, l'un des meurtriers de Jules César, deviennent ainsi des figures anti-impériales hautement vertueuses. Les moralistes s'y rapportent sans cesse, afin d'inciter d'autres Romains à se montrer principalement inflexibles et incorruptibles. Le mot même de *virtus* (vertu) se trouve teinté d'une sorte de rigidité patriarcale, puisqu'il est rattaché au mot *vir* (homme) qui donnera en français le terme « virilité ». Cela n'empêche pas les écoles philosophiques d'être ouvertes aux femmes, ni le célèbre Musonius de

corriger le biais viriliste du latin en soulignant que la vertu est la même pour les femmes et les hommes.

Or, des générations de vertueux stoïciens romains vont être décimées par le fonctionnement de l'empire : d'une génération à l'autre, Paetus, Thræsea, Helvidius le père, puis Helvidius le fils, ainsi que leurs soutiens et amis des deux sexes, seront condamnés à mort par les empereurs successifs, chacun pour avoir écrit la biographie du précédent. Mais la mort ne leur fait pas peur. Chez les stoïciens, le suicide est encore une manière de se montrer vertueux. En effet, si par cet acte spectaculaire l'individu renonce à vivre, il fait en sorte que survivent et se répandent les vertus dont il offre l'exemple, en espérant qu'elles essaïmeront dans la société. Il y a là une matrice dont les chrétiens sauront se souvenir, puisqu'ils l'utiliseront à une plus grande échelle pour faire l'éloge du martyr et assurer la célébrité de leurs morts.

Malgré tout, pour les Romains, la vertu est encore la clé du bonheur. Elle est le seul moyen d'établir un équilibre dans ses désirs, la concorde et la joie dans sa maison, la prospérité dans la cité. Se fondant sur l'imitation des modèles et sur l'adhésion à des écoles de pensée, elle permet de dépasser sa propre individualité pour accéder à un bonheur invincible, même dans la mort.

Par contraste avec cette vertu triomphante qui, au II^e siècle, finit par gagner même les empereurs, comme Hadrien ou Marc Aurèle, deux communautés

alternatives grandissent au sein de l'empire en chérissant des formes de vertu opposées l'une à l'autre. D'un côté, les épicuriens, qui vivent en communautés et considèrent que nous cherchons le plaisir en toutes choses, ce qui impose d'assurer l'équilibre des désirs grâce à un mode de vie spécifique ; de l'autre, les chrétiens, qui font valoir un nouveau modèle de vertu. À travers Jésus de Nazareth, ces derniers mettent au point le concept d'une vertu souffrante. Parce qu'il a subi la mort la plus humiliante, à savoir la crucifixion, la figure de Jésus-Christ – produit de la rencontre entre la conception de « l'homme divin » courante dans l'Antiquité, et les prophéties apocalyptiques juives annonçant la venue d'un Messie – va ainsi promouvoir l'idée que les gens vertueux peuvent et doivent souffrir, précisément pour faire l'épreuve de leurs vertus. Ce qui était jusqu'alors un aléa de la fortune ou un scandale de l'histoire, fruit de la cruauté des empereurs, devient une nécessité théologique dont le Christ rédempteur montre comment s'en laver.

À partir de là, de saint Augustin à saint Thomas à travers tout le Moyen Âge, les vertus apparaissent comme des forces qui s'expriment à travers les humains, par lesquelles ils répondent à l'appel du Dieu unique. Elles sont réparties en deux ensembles selon qu'elles sont tournées vers le monde terrestre – on les appelle les « vertus cardinales » : force, justice, prudence et tempérance – ou

vers le monde céleste – il s’agit des « vertus théologiques » : foi, espérance, charité. L’empreinte aristotélicienne est évidente, mais le christianisme introduit dans la liste des vertus une modification majeure. Avec la « foi », il devient évident que les chrétiens sont en rupture avec l’intellectualisme rationnel antique : en plus de la connaissance, ils demandent aux vertueux d’être capables de renoncer à leur intelligence pour accueillir avec humilité le message de Dieu.

À leurs yeux, si les vertus doivent être développées à force d’efforts et de travail, elles sont aussi des dons que l’on doit recevoir avec gratitude. Les saints, hommes et femmes, ne cessent d’insister sur ce point : toutes leurs vertus procèdent de l’amour reconnaissant que leur inspirent les dons du Créateur. Pour s’orienter dans la vie, les honnêtes gens peuvent donc s’en remettre autant à leur foi intérieure (don de Dieu, elle est censée leur indiquer la voie du bien) qu’à l’autorité des prêtres, auxquels le Christ a délégué sa propre mission. Les grands auteurs musulmans, comme Avicenne ou Averroès, n’étant pas soumis à des institutions aussi hiérarchisées, préfèrent équilibrer la balance en donnant une égale dignité au raisonnement et à la foi. Leurs œuvres, sources d’inspiration dans toutes les confessions, permettent de maintenir vivante la tradition intellectualiste de la vertu en Occident.